

Le présent supplément au diplôme suit le modèle élaboré par la Commission européenne, le Conseil de l'Europe et l'UNESCO/CEPES. Il vise à fournir des données indépendantes et suffisantes pour améliorer la "transparence" internationale et la reconnaissance académique et professionnelle équitable des qualifications (diplômes, acquis universitaires, certificats, etc). Il est destiné à décrire la nature, le niveau, le contexte, le contenu et le statut des études accomplies avec succès par la personne désignée par la qualification originale à laquelle ce présent supplément est annexé. Il doit être dépourvu de tout jugement de valeur, déclaration d'équivalence ou suggestion de reconnaissance. Toutes les informations requises par les huit parties doivent être fournies. Lorsqu'une information fait défaut, une explication doit être donnée.

1. INFORMATIONS SUR LE TITULAIRE DU DIPLOME

1.1. Nom(s) patronymique :

1.2. Prénom :

1.3. Date de naissance (jour/mois/année) :

1.4. Numéro ou code d'identification de l'étudiant (le cas échéant) :

2. INFORMATIONS SUR LE DIPLOME

2.1. Intitulé du diplôme :

2.2. Principal/Principaux domaine(s) d'étude couvert(s) par le diplôme :

2.3. Nom et statut de l'établissement ayant délivré le diplôme :

2.4. Nom et statut de l'établissement ayant dispensé les cours :

2.5. Langue(s) utilisée(s) pour l'enseignement /les examens :

3. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE NIVEAU DU DIPLOME

3.1. Niveau du diplôme :

3.2. Durée officielle du programme d'étude :

Diplômes et grades français	Niveau Nomenclature française	Niveau Nomenclature européenne (CEC)
Doctorat	I	8
Master, Titre d'ingénieur	I	7
Licence, Licence professionnelle	II	6
BTS, DUT, DEUST	III	5

3.3. Conditions d'accès :

4. INFORMATIONS CONCERNANT LE CONTENU DU DIPLOME ET LES RESULTATS OBTENUS

4.1. Organisation des études :

Formation en présentiel
Expérience en milieu professionnel intégrée à la formation

4.2. Exigences du programme :

Compétences disciplinaires

- Réaliser un diagnostic de la situation, du contexte local ou du service en fonction de l'analyse de données économiques, démographiques, sociales, ...
- Maîtriser la gestion de projet.
- Développer un réseau de partenaires (autres services de l'Etat, réseau associatif, entreprises privées) et les mobiliser.
- Contrôler la réalisation des actions menées et émettre des préconisations.
- Prévenir, conseiller et résoudre des litiges en interprétant le droit.
- Analyser et synthétiser rapidement les problèmes exposés par l'employeur et établir des relations de confiance.
- Appliquer des processus méthodologiques rigoureux à des questions très différentes.
- Intégrer les affaires juridiques de l'organisme employeur à leur environnement économique.
- Déléguer à ses collaborateurs les travaux de préparation et de suivi des affaires courantes.
- Respecter la confidentialité des dossiers et proposer des solutions amiables ou judiciaires aux litiges.

Compétences additionnelles du parcours-type

- Fournir des informations et des conseils argumentés dans le domaine juridique et de la procédure.
- Proposer des solutions amiables ou judiciaires aux litiges.
- Utiliser les bases de données juridiques.
- Comprendre et parler une langue étrangère.
- Analyser et synthétiser rapidement les problèmes juridiques.
- Appliquer des processus méthodologiques rigoureux à des questions très différentes.

Compétences préprofessionnelles

- Se situer dans un environnement socio-professionnel et interculturel, national et international, pour s'adapter et prendre des initiatives.
- Identifier le processus de production, de diffusion et de valorisation des savoirs.
- Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité environnementale.
- Travailler en équipe et en réseau ainsi qu'en autonomie et responsabilité au service d'un projet.
- Identifier et situer les champs professionnels potentiellement en relation avec les acquis de la mention ainsi que les parcours possibles pour y accéder.
- Caractériser et valoriser son identité, ses compétences et son projet professionnel en fonction d'un contexte.
- Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique.

Compétences transversales et linguistiques

- Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes.
- Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en oeuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif.
- Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation.
- Actualiser ses connaissances par une veille dans son domaine, en relation avec l'état de la recherche et l'évolution de la réglementation.
- Evaluer et s'autoévaluer dans une démarche qualité.
- S'adapter à différents contextes socio-professionnels et interculturels, nationaux et internationaux.
- Rédiger des cahiers des charges, des rapports, des synthèses et des bilans.
- Communiquer par oral et par écrit, de façon claire et non-ambiguë, en français et dans au moins une langue étrangère, et dans un registre adapté à un public de spécialistes ou de non-spécialistes.
- Utiliser les outils numériques de référence et les règles de sécurité informatique pour acquérir, traiter, produire et diffuser de l'information de manière adaptée ainsi que pour collaborer en interne et en externe.

4.3. Précisions sur le programme (par ex. modules ou unités étudiées) et sur les crédits obtenus : (si ces informations figurent sur un relevé officiel veuillez le mentionner).

Unités d'enseignement étudiées (U.E.) et nombre de crédits.

Codes et intitulés		Nombre de crédits
Semestre 07		: 30 Crédits, 5 UE
VSB7U1	UE1- L'intervention économique	6
VSB7U2	UE2 : Les politiques publiques (2 Mat. obligatoires : Analyse des politiques publiques & L'Etat & la mondialisation du droit économique).	6
VSB7U3	UE3 : L'administration territoriale (2 Mat. obligatoires : Droit de la décentralisation & Histoire de l'administration territoriale).	6
VSB7U4	UE4 : Le pouvoir politique (2 Mat. obligatoires : Contentieux constitutionnel & Histoire des idées politiques).	6
VSB7U5	UE5 : Matières d'ouverture (2 Mat. obligatoires : Droit spécial de l'U.E & Information-Documentation-Professionalisation ainsi qu'une langue au choix parmi Anglais - Allemand & Espagnol).	6
Semestre 08		: 30 Crédits, 5 UE
VSB8U1	UE1 : Droit de l'urbanisme	6
VSB8U2	UE2 : Droit des contrats publics	6
VSB8U3	UE3 : L'administration (2 Mat. obligatoires : Droit de la fonction publique & Actualités du droit des services publics).	6
VSB8U4	UE4 : Contentieux (2 Mat. obligatoires : Contentieux administratif & Contentieux de l'U.E).	6
VSB8U5	UE5 : Matières d'ouverture (Projet Tuteuré + 1 Mat. au choix parmi Droit du numérique & Sociologie du pouvoir local & européen + Langue vivante identique à celle du semestre précédent).	6
Semestre 09		: 30 Crédits, 5 UE
VS8M9U1	UE 1 - Action contentieuse (2 Mat. obligatoires : Contentieux spéciaux / Contentieux de l'urbanisme & Pratique du contentieux administratif).	6
VS8M9U2	UE 2 - Montages contractuels complexes (2 Mat. obligatoires : Droit de l'expropriation & Passation / Exécution des marchés publics).	6
VS8M9U3	UE 3 - Moyens financiers (2 Mat. obligatoires : Droit des finances locales & Droit & procédures fiscales).	6
VS9M9U4	UE4 - Compétences de spécialisation	6
VS8M9U5	UE 5 - Compétences d'appui (3 Mat. Obligatoires : Gestion des ressources humaines - Projet professionnel & Pratique de la fonction publique - Langue juridique).	6
Semestre 10 - Stage ou Mémoire de recherche.		: 30 Crédits
		120

4.4. Système de notation et, si possible, informations concernant la répartition des notes :

Chaque Unité d'Enseignement fait l'objet d'une évaluation dont la ou les notes sont comprises entre 0 et 20. La note de 10/20 permet la validation d'une Unité d'Enseignement.

Notation établissement	Notation ECTS	Répartition des étudiants ayant réussi
16.49 - 16.49	A	10 %
15.16 - 16	B	25 %
14 - 14.97	C	30 %
13.44 - 13.9	D	25 %
10.71 - 11.03	E	10 %

4.5. Classification générale du diplôme :

Mention Passable : notes entre 10 et 12 sur 20

Mention Assez Bien : notes entre 12 et 14 sur 20
Mention Bien : notes entre 14 et 16 sur 20
Mention Très Bien : notes entre 16 et 20 sur 20

5. INFORMATIONS SUR LA FONCTION DU DIPLOME

5.1. Accès à un niveau supérieur :

Possibilité de poursuite en doctorat

5.2. Statut professionnel conféré : (si applicable)

Non applicable

6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

6.1. Renseignements complémentaires :

6.11 Compléments cursus :

6.12 Compléments sur le programme :

6.13 Certificats :

6.2. Autres sources d'informations :

Université de Franche-Comté : <http://univ-fcomte.fr>

Répertoire National des Certifications Professionnelles : <http://www.rncp.cncp.gouv.fr>

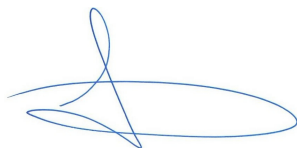
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche : <http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr>

7. CERTIFICATION DU SUPPLEMENT AU DIPLOME

7.1. Date :

14 janvier 2021

7.2. Signature :



Christophe LANG

7.3. Qualité du signataire :

Christophe LANG, Le Directeur de l'UFR Sciences Juridiques, Economiques, Politiques et de Gestion

7.4. Tampon ou cachet officiel :



8. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE SYSTEME NATIONAL (LES SYSTEMES NATIONAUX) D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR EN FRANCE

